



ENQUÊTE MENSUELLE DE CONJONCTURE

vue d'ensemble

mai 2001

En mai, selon les chefs d'entreprise interrogés par la Banque de France, l'**activité industrielle** s'est dans l'ensemble redressée, grâce aux progressions enregistrées dans les industries agroalimentaires, l'industrie automobile et, dans une moindre mesure, les biens intermédiaires.

Le **taux d'utilisation** des capacités de production s'est légèrement replié sur le mois, mais il reste supérieur de près d'un point à sa moyenne de longue période.

La **demande globale** n'a guère varié, avec toutefois une orientation plus favorable qu'en avril de la demande interne. Celle-ci a, notamment, enregistré un net rebond dans les industries agroalimentaires. Elle a, par contre, de nouveau diminué dans les équipements et les composants électriques et électroniques. À l'exportation, le courant d'ordres en provenance des États-Unis est resté peu vigoureux, alors que l'orientation défavorable de la demande allemande se poursuivait, contribuant à réduire les commandes reçues de la zone euro.

Les **carnets de commandes** ont continué de se replier, en particulier dans les biens intermédiaires et les biens d'équipement, tout en restant bien garnis dans ce secteur. Les **stocks** se sont, quant à eux, alourdis et ils excèdent le niveau désiré dans la totalité des industries.

Au cours des prochains mois, l'activité devrait, dans l'ensemble, modérément augmenter.

Les **prix des matières premières** comme ceux des **produits finis** sont restés stables.

Des reports d'**investissements** commencent à être signalés, mais touchent une minorité d'entreprises.

L'**activité commerciale** s'est sensiblement redressée en mai.

Les **effectifs permanents** n'ont guère varié dans l'ensemble, à l'exception des services marchands où ils ont très légèrement progressé. Les difficultés de recrutement de main-d'œuvre paraissent se réduire. L'ajustement de l'emploi à l'activité s'est principalement effectué, en mai, par les modulations d'horaire prévues dans les accords de réduction du temps de travail, alors que le recours à l'intérim s'inscrivait en baisse par rapport aux mois précédents.

Avertissement : Les commentaires s'appliquent à des données corrigées des variations saisonnières.

Selon l'**indicateur synthétique mensuel d'activité**, construit à partir des résultats de l'enquête, le **produit intérieur brut** progresserait de 0,5 % au deuxième trimestre (évaluation inchangée) et de 0,6 % au troisième trimestre 2001 (première estimation). À la fin du troisième trimestre 2001, sous ces hypothèses, l'acquis de croissance pour l'année s'élèverait à + 2,3 %.

Si les facteurs liés à la demande ont enregistré un nouveau tassement en mai, sous l'effet du repli du niveau des carnets de commandes, les facteurs liés aux perspectives pour les prochains mois se sont quelque peu améliorés, ce qui explique le léger rebond de la croissance anticipé pour le troisième trimestre.